

**COMPTE RENDU DE LA PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGATION DE LA SECTION FRANÇAISE À LA RÉUNION DE LA
COMMISSION POLITIQUE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE**

SIEM REAP (CAMBODGE) 24 ET 25 MARS 2015

La section française, représentée par M. Bernard Lesterlin, député de l'Allier (groupe Socialiste, républicain et citoyen), et par M. Jacques Legendre, sénateur du Nord (groupe les Républicains), s'est rendue à la réunion de la commission politique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie qui s'est tenue à Siem Reap (Cambodge), les 24 et 25 mars 2015.

En l'absence de Mme Michèle André, la commission était présidée par M. André Drolet, député du Québec, vice-président de la commission politique.

Une vingtaine de parlementaires de l'APF, représentant quinze sections, ont participé aux travaux de la commission.

Au cours de la réunion, outre l'adoption du relevé de décisions de la réunion du 6 juillet 2014 (Ottawa, Canada), les rapports suivants ont été adoptés :

- La stratégie de la Francophonie numérique (Rapporteur : M. Robert Goguen, député - Canada-)
- L'accès à la justice dans l'espace francophone : le rôle des parlements (Rapporteur : M. André Drolet, député -Québec-)
- Les situations politiques dans l'espace francophone (Rapporteur : Mme Célestine Oguewa Ba, députée -Gabon-)

L'étude des diverses situations politiques dans l'espace francophone a donné lieu à l'adoption de déclarations, notamment sur la situation en Syrie, au Burkina Faso et en République centrafricaine. Après avoir auditionné deux membres du Conseil national de transition (CNT) du Burkina Faso, la commission a aussi adopté une déclaration demandant au gouvernement de transition de maintenir un dialogue inclusif au sein de la société afin de favoriser la tenue d'élections en octobre 2015 conformément au calendrier électoral.

Les parlementaires ont adopté une déclaration encourageant le développement, au sein de l'espace francophone, d'outils législatifs permettant de lutter efficacement contre le financement du terrorisme, le recrutement en vue de commettre des actes terroristes et l'apologie du terrorisme.

Il a été également traité de la préparation d'un document normatif sur la démocratie parlementaire et révision du processus de vigilance démocratique de l'APF, qui a donné lieu à l'adoption d'une déclaration sur les alternances politiques dans l'espace francophone.

Enfin, à l'initiative de la section française, une motion de soutien au Vanuatu a été adoptée, tandis qu'un projet de déclaration sur le renforcement du sentiment de citoyenneté a été renvoyé à la commission des affaires parlementaires pour attribution.

La prochaine réunion de la commission politique se tiendra à Berne, au début du mois de juillet, dans le cadre de 41^{ème} session plénière de l'APF.

<http://apf.francophonie.org/Reunion-de-la-Commission-politique-2415.html>